

Edmond Michelet et la Gauche

Pascal Bousseyroux

▶ **To cite this version:**

Pascal Bousseyroux. Edmond Michelet et la Gauche. Encyclo. Revue de l'école doctorale Sciences des Sociétés ED 624, 2012, 1, p.99-121. hal-00719086

HAL Id: hal-00719086
https://u-paris.hal.science/hal-00719086

Submitted on 27 Aug 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'école doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

PASCAL BOUSSEYROUX[*]

EDMOND MICHELET ET LA GAUCHE[1]

À la mémoire de mon arrière-grand-père, André Roche,
qui le premier, me parla d'Edmond Michelet dans mon enfance.

« Ah ! Vous êtes un ami de Michelet ? Alors, vous êtes royaliste ou communiste ? » Rapportée dans la biographie écrite par Claude Michelet, le fils d'Edmond Michelet, la boutade du Général de Gaulle semble avoir été répétée à plusieurs reprises[2]. De son côté, l'intéressé estime en 1956, dans une réponse à une enquête de la *Chronique Sociale de France*, que « gauche et droite, c'est surtout une question de tempérament. De sorte que suivant les circonstances, le même catholique chez nous peut se sentir alternativement de droite... et de gauche. À mes yeux, le catholique français type est celui qui se sent partagé journellement entre ces deux pôles. »[3] Le fait qu'il commence par évoquer l'assimilation des chrétiens à la droite et qu'il marque comme une hésitation ou une surprise en évoquant après quelques points de suspension les proximités avec la Gauche montre bien que celles-ci ne vont pas nécessairement de soi. Certes, Michelet ne développe pas plus avant son propos et ne hasarde aucune définition de ces concepts qui forment la « *summa divisio* » (dixit René Rémond) de la vie politique française ; en ce qui le concerne, son passé de résistant qui a partagé avec des déportés communistes l'épreuve de Dachau parle pour lui. Cette expérience-limite est la ligne de faîte d'un lien aux textures multiples, qu'il dessine à l'âge de la maturité, alors qu'il est passé du stade du militant catholique autodidacte à celui de responsable aguerri à la réflexion intellectuelle. Établi à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, Michelet vit dans une cité dominée par la Gauche et dans un département où rayonne la figure marquante d'Henri Queuille (1884-1970), député-maire de Neuvic, président du Conseil Général et ministre quasi-inamovible des gouvernements de la III[e] République. Ensuite,

---

[*] Universite Paris Diderot - Paris 7
Laboratoire « Identites-Cultures-Territoires » (EA 337)

[1] Ce texte reprend et approfondit une conférence donnée à Brive le 10 octobre 2011 à l'occasion du 41[e] anniversaire de la disparition d'Edmond Michelet, sans prétendre toutefois à l'exhaustivité : il faudrait pour cela une investigation infiniment plus étendue, excédant les limites de cet article. Je tiens à remercier Monsieur Xavier Patier pour sa confiance, Mme Patricia Reymond, archiviste, et tous les membres de l'équipe du Centre Edmond Michelet de Brive pour leur aide et leur disponibilité, qui m'ont permis de travailler dans des conditions exceptionnelles.

[2] C. Michelet, *Mon père Edmond Michelet,* Paris, Presses de la Cité, 1971, p. 168.

[3] Archives Edmond Michelet notées AEM, 6 EM 92, réponse à l'enquête de la *Chronique Sociale de France* sur « Catholiques de droite et catholiques de gauche », dactyl., 1956.

en chrétien convaincu marqué par l'enseignement social de l'Église, Michelet a le souci de l'apostolat vers les masses populaires ; sa lecture assidue de Charles Péguy (1873-1914), qu'il reconnaît comme son maître de vie, le met au contact du « socialisme jeune homme » qui a habité le poète. Le temps de la Résistance transcende en partie les clivages partisans et par la suite, l'engagement de Michelet aux côtés du Général de Gaulle (1890-1970) sous la IV^e^ et la V^e^ République le range sous la bannière sociale du gaullisme. Or, il semble concentrer sur sa personne toutes les figures combattues par la Gauche : le clérical, le bourgeois, le légitimiste royaliste, le bonapartiste gaulliste[4]. L'intensité de ces oppositions varie selon les époques et n'interdit pas les nuances, d'autant que Michelet a eu lui aussi des relations diversifiées avec les trois grandes familles de la Gauche que sont les radicaux, les socialistes et les communistes. Selon les moments, les personnes et les enjeux, les lignes de faille évoluent. Si Michelet n'a jamais été ce qu'on appelle un homme de Gauche, on posera comme hypothèse que son identité s'est aussi construite par rapport à la Gauche, au double creuset du nationalisme et du catholicisme, qui présente lui-même un versant qualifié de « catholicisme de gauche ». D'abord *prise de conscience face à la Gauche*, cette approche a permis de tisser d*es liens avec la Gauche, de 1936 à 1946*, avant de se transformer en o*pposition à la Gauche, de 1946 à 1970*.

Edmond Michelet face à la Gauche

A priori, tout éloigne Michelet de la Gauche : ses origines familiales et sociales, son éducation catholique dans une école privée, qui l'une et l'autre, lui dictent ses premiers engagements vers le nationalisme. Cette trajectoire évolue cependant au contact des milieux populaires et face à la montée des périls extérieurs, au cours des années 1930.

Une conscience nationaliste et ses ambivalences

Né à Paris en octobre 1899 dans une famille de commerçants catholiques, Michelet suit dans ses jeunes années à Pau la pente familiale, même si son père est sillonniste et sa mère monarchiste. Les hasards des affectations de service militaire l'envoient au 126^e^ régiment d'infanterie de Brive. Il ne quittera plus cette ville où il s'installe après son mariage avec la fille d'un médecin de la cité. En mai 1918, il adhère à l'Action Française. Il multiplie les témoignages de sympathie envers ce courant dans ses premières interventions publiques[5].

Pourtant, Michelet conjugue l'appartenance à l'Action Française et l'adhésion à la principale organisation de jeunesse catholique, l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF), dont il est également membre. Ces deux engagements ne sont pas contradictoires car de « fortes sympathies

---

[4] Jean Touchard, *La Gauche en France depuis 1900*, Paris, Le Seuil, 1971, pp. 24-33.

[5] Jean Charbonnel, *Edmond Michelet*, Paris, Beauchesne, 1987, p. 17.

maurrassiennes » traversent les rangs de l'ACJF au début des années 1920, dans un contexte de radicalisation des esprits face à la vague révolutionnaire en Europe[6]. De plus, l'Action Française et l'ACJF se joignent toutes deux à la mobilisation générale de la droite catholique contre la politique religieuse du Cartel des Gauches, qui annonce son intention de supprimer l'ambassade de France au Vatican, d'expulser les congréganistes rentrés en France pendant la guerre et d'appliquer la loi de 1905 en Alsace-Lorraine.

Cependant, cet épisode convainc un peu plus les dirigeants de l'ACJF de l'antinomie entre leur organisation et une Action Française hostile au ralliement des catholiques à la République et prompte à instrumentaliser le catholicisme à des fins politiques qui lui sont extérieures. Au fil des mois, les bulletins de l'ACJF mènent une offensive vigoureuse contre l'Action Française et se recentrent sur l'action civique et l'apostolat de spécialisation vers différents milieux sociaux[7]. La condamnation de l'Action Française prononcée par le pape Pie XI en décembre 1926 conforte l'ACJF ; elle ne peut manquer d'interpeller le jeune Michelet, astreint au devoir de soumission au Souverain Pontife. Cet épisode constitue une référence majeure dans l'évolution des intellectuels catholiques des années 1920 qui, à la suite de Jacques Maritain, vont approfondir le lien entre le spirituel et le temporel et redécouvrir les vertus de l'apostolat.

Entre les deux pôles contraires de l'Action Française et de l'ACJF, la découverte de l'œuvre de Péguy lui fournit une solution de continuité. En août 1914, la lecture d'un article de Maurice Barrès (1862-1923) rendant un hommage posthume au poète de Chartres, qui venait d'être tué, lui fait découvrir les passions nationalistes de Péguy. Au fil de ses lectures, Michelet déroule le fil complexe de la pensée péguyste, « entre Jeanne d'Arc et le socialisme, à la recherche de la cité idéale [8] ». Entre le peuple de France, considéré comme une donnée immémorielle et la société française de son temps, Michelet glisse peu à peu du national au social. Ce lien n'est pas fortuit comme l'observe l'historien Zeev Sternhell qui sur ce point, recueille un accord plus large que ses très contestables théories sur l'existence d'un fascisme français[9]. En fait, la notion péguyste de « mystique » permet de conjuguer dans un même ensemble ses dimensions catholiques, nationales et républicaines. Cette mystique ouvre à la générosité, à l'amitié et au social comme lien spirituel entre les hommes, par-delà la politique[10].

Michelet ne cesse de réfléchir sur ce lien et approfondit ses lectures péguystes, dont sa bibliothèque indique quelques jalons. Même si la possession d'un livre n'équivaut pas toujours à sa lecture, la présence des ouvrages

---

[6] Alain René Michel, *Catholiques en démocratie*, Paris, Cerf, 2006, pp. 86-87.

[7] *Ibid.,* pp.85-102.

[8] Arnaud Teyssier, *Charles Péguy, une humanité française*, Paris, Perrin, 2006, pp. 84-101.

[9] Zeev Sternhell, La droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme, Paris, Fayard, édition 2000, 436 p.

[10] Claire Daudin, Dieu a-t-il besoin de l'écrivain ? Péguy, Bernanos, Mauriac, Paris, Cerf, 2006, pp. 19-24.

d'Albert Béguin (1901-1957) et d'Emmanuel Mounier (1905-1950) souligne l'orientation d'une réflexion. Michelet songe même à un projet de thèse sur *Péguy-de Gaulle, Cette certaine idée de la France. Essai d'une doctrine gaulliste*. Son esquisse de plan énumère plusieurs thèmes, comme autant de têtes de pont entre le national et le social : « les institutions, non un programme mais une orientation », « l'indépendance », « une certaine idée de l'Europe », « la révolution sociale », « l'aide au Tiers-Monde. » Le projet, resté à l'état de plan, n'aboutira jamais. Mais Michelet accèdera à la présidence de l'Amitié Charles Péguy tout en affermissant son engagement gaulliste. Le fait d'observer que de Gaulle lit davantage Bernanos (1888-1948) « parce que Péguy était socialiste » ne détournera pas Michelet de cette dualité qu'il considère comme une complémentarité[11]. À la même époque, d'autres mouvances de droite, comme la Fédération Républicaine, infléchissent dans un sens plus social leur discours assez proche d'un catholicisme nationaliste[12].

La médiation intellectuelle de ces deux fervents péguystes affermit les convictions de Michelet sur cette consubstantialité du national et du social. Deux autres passeurs accompagnent la réflexion de Michelet sur ce point. Le premier est le journaliste Francisque Gay, venu lui aussi de l'Action Française et inspirateur d'une famille spirituelle identifiable sous le concept générique de démocratie chrétienne, à laquelle Michelet se rattache, même s'il se décrit comme « l'un des derniers venus » dans ce courant de pensée longtemps minoritaire. Le second est l'écrivain Jean Bastaire (né en 1927) qui analyse les liens entre le nationalisme et la gauche dans un essai sur Jeanne d'Arc dont Michelet a appuyé la publication[13]. À cet ouvrage Michelet emprunte la double critique du nationalisme de circonstance pratiqué par la gauche et de la dévaluation systématique du patriotisme par l'internationalisme. Mais tout comme Jean Bastaire, il ne se reconnaît pas dans l'idôlatrie johannique de Maurras, agressive et xénophobe ; il lui préfère le visage ouvert, digne, généreux, d'une sainte doublée d'une héroïne attentive au bien commun : c'est la figure qui incarne la double alliance de la grâce et de la liberté, de la conscience individuelle et de l'engagement personnel pour construire un autre monde. La Jeanne d'Arc de Péguy illustre à merveille son goût des « saints de militation » dépeints dans *Notre Jeunesse*.[14]

---

[11] Edmond Michelet, La querelle de la fidélité. Peut-on être gaulliste aujourd'hui ?, Paris, Fayard, 1971, p. 146.

[12] Kevin Passmore, « Catholicism and nationalism : the Fédération Républicaine 1927-1932 », dans Kay. Chadwick éd., *Catholicism, politics and society in twentieth century France*, Liverpool, Liverpool University Press, 2000, pp. 47-72.

[13] AEM 5 EM 44, tapuscrit d'un article de J. Bastaire avant parution dans le journal *Le Monde* lettres d'E. Michelet à J. Bastaire, 10 et 16 mai 1966 et 10 octobre 1967 ; lettre de J. Bastaire à E. Michelet, janvier 1967.

[14] Cl. Daudin, *Dieu a-t-il besoin de l'écrivain ?, op. cit.*, pp. 17-18 et pp. 172-173 et Jérôme Grondeux, « La ressource péguyste », in Nicole Lemaitre éd., *Edmond Michelet, un chrétien en politique*, Paris, Collège des Bernardins-Lethielleux, 2011, pp. 23-32.

En somme, Péguy offre à Michelet l'itinéraire d'un dialogue avec la gauche, qui emprunte les chemins de la littérature et de la pensée sans se détourner de l'action, la « *praxis* » chère à un marxisme encore mal connu chez les catholiques.

Une conscience catholique face au marxisme

Par le biais de l'apostolat catholique, Michelet se confronte au marxisme. Il l'appréhende moins comme doctrine homogène que comme sensibilité dictant des attitudes sociales et des prises de position hostiles à l'Église.

Son approche apostolique passe par une expérience décisive dans les Équipes Sociales créées au lendemain de la Première Guerre Mondiale par un jeune normalien catholique désireux de prolonger la fraternité inter-classiste des hommes dans les tranchées, Robert Garric (1896-1967)[15]. Les Équipes proposent des cours d'enseignement général et technique et des cercles d'études, en mettant des méthodes pédagogiques innovantes au service d'une conception paternaliste des rapports sociaux. À rebours du Sillon de Marc Sangnier (1873-1950), qui entend promouvoir l'éducation des catholiques à la démocratie, les Équipes développent une vision imprégnée de conservatisme distant envers la République. Au moment où Michelet s'y engage, leur fondateur amorce au tournant des années 1930 une inflexion de ses positionnements qui le conduira vers le régime de Vichy.

Leur influence, très forte dans la formation de Michelet, tient du paradoxe, tout en contribuant à éveiller sa sensibilité politique. Tout d'abord, il accueille dans son groupe des Équipiers communistes, gagne leur confiance et engage avec eux le dialogue. C'est une forme de « main tendue » à rebours, qui contraste avec la propension au rejet, manifeste chez de nombreux catholiques. Ensuite, Michelet évoque dans ses cercles d'études certaines questions de fond du marxisme : la lutte des classes comme moteur de la société, la révolution violente comme seule forme de changement social, l'athéisme comme refus d'une Église des possédants. Il illustre de façon pragmatique la découverte du marxisme qui est au coeur d'un dialogue intellectuel entre les philosophes Henri Lefebvre et Alexandre Kojève et l'aile marchante du catholicisme français identifiée par l'historien Étienne Fouilloux[16]. À son niveau et face à son public, Michelet aborde les points de clivage entre catholiques et communistes, avec l'évidente intention de convaincre ces derniers, non de les blâmer. Enfin, il confronte le marxisme et la doctrine sociale de l'Église, en s'appuyant sur la célèbre encyclique sociale de Léon XIII (1878-1903) publiée en 1891, *Rerum Novarum*. L'écho agissant de ce texte pontifical, relayé et précisé ensuite en 1931 par Pie XI (1922-1939) dans *Quadragesimo Anno*, trouve ici une

---

[15] Pascal Bousseyroux, *Robert Garric (1896-1967), éducateur catholique du social*, thèse de doctorat en histoire et civilisation, université Paris VII-Denis Diderot, 2011, dactyl., passim.

[16] David E. Curtis, *The French popular front and the catholic discovery of Marx*, Hull, University of Hull press, 1997, 244 p.

nouvelle illustration, car Michelet le commente dans ses cercles d'études équipiers[17].

Cette expérience revêt une importance certaine dans la vie de Michelet. Il notera plus tard que « le marxisme est une chose que nous avons découverte les uns et les autres[18]. » Le dialogue lui permet d'échapper aux idées reçues qui accompagnent la condamnation de principe des doctrines de Marx et de ses épigones, malgré la condamnation papale de l'encyclique *Divini Redemptoris* (mars 1937). Cette ouverture répond à plusieurs préoccupations qui se recoupent. L'une est d'ordre apostolique, dans le sillage d'une action catholique en plein renouveau, par laquelle le pape Pie XI place sous mandat de l'Église de nombreuses organisations d'apostolat. L'autre souci de Michelet rejoint la réflexion de multiples mouvances des classes moyennes, qui cherchent à développer contre la lutte des classes, un esprit de coopération des classes. Celle-ci est considérée comme une condition de la modernisation économique et partant de la rénovation de la société française.[19] Dans ces conditions, le clivage droite-gauche ne passe pas nécessairement par les lignes de partage du catholicisme intégral qui oppose à la société moderne la perspective de la société chrétienne[20]. De plus, le choc du Front Populaire est très atténué à Brive, où les grèves se limitent à quelques mouvements sporadiques. La perspective se déplace donc et conduit Michelet à passer du social au politique quand se profile à l'horizon des années 30 la menace de guerre.

Une conscience patriotique face à la menace de guerre

La montée des périls extérieurs rebat les cartes du jeu politique et amène Michelet à des inflexions inattendues. Peu à peu, il s'inscrit parmi les catholiques dont la sensibilité politique se déplace vers une certaine frange de la Gauche.

Cette évolution s'amorce avec la création du Cercle Duguet qui joue le rôle d'un sas des Équipes Sociales. Comme celles-ci proscrivent en leur sein toute discussion à caractère politique, il imagine ce dispositif pour contourner subrepticement les interdits équipiers, et baptise son petit groupe du nom d'un ancien président de l'ACJF de la région de Toulouse, Joseph Duguet.

Deux types d'activités dominent la vie du cénacle. Tout d'abord, la lecture et la discussion de certaines publications catholiques, qui affichent des proximités avec certaines valeurs défendues par la Gauche : la revue

---

[17] *Rerum novarum. Genèse, écriture contenu et réception d'une encyclique*. Actes du colloque international organisé par l'Ecole Française de Rome et le GRECO n° 2 du CNRS 18-20 avril 1991, Rome, EFR, 1997, 570 p.

[18] Edmond Michelet, *La querelle de la fidélité. Peut-on être gaulliste aujourd'hui ?, op. cit*., p. 8.

[19] Sylvie Guillaume, « L'enjeu des classes moyennes sous le Front Populaire », dans G. Matthieu et G. Richard, *Les deux France du Front Populaire. Chocs et contre-chocs*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp.177-188.

[20] Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Paris, Berg-Casterman, 1977, réédition 2003, pp. 197-202.

lancée en 1932 par Mounier, *Esprit*, à laquelle Michelet s'abonne, malgré certaines réserves sur les appels à une révolution, l'hebdomadaire dominicain *Sept*, édité de mars 1934 à août 1937, et remplacé par *Temps Présent*, sous la houlette de Stanislas Fumet. Michelet regrette clairement la suspension de *Sept*, qu'il considérait comme une publication utile pour « achever la désintoxication maurrassienne[21] ». Ces titres défendent des orientations qui les situent aux origines lointaines de ce qu'on nommera le « progressisme chrétien », soucieux de dialogue avec la Gauche. Leurs choix établissent une ligne de départ au sein du catholicisme français. À la même époque, Michelet n'hésite pas à tancer vertement *La Croix de la Corrèze*, en lui reprochant un parti-pris nationaliste et une hostilité systématique au Front Populaire[22]. Faut-il cependant accorder crédit à Michelet lorsqu'il pense, dans ses souvenirs, avoir voté pour les candidats du Front Populaire ?

Ensuite, le cercle Duguet organise des cycles de conférences qui rencontrent un réel écho à Brive. La liste des invités est édifiante : Georges Bidault (1899-1983), agrégé d'histoire et directeur de *L'Aube*, qui dénonce sans relâche la menace fasciste, Jean Letourneau (1907-1963), militant catholique engagé au Parti Démocrate Populaire (PDP), Joseph Folliet (1903-1972), promoteur des Semaines Sociales de France et militant jociste, Georges Hourdin (1899-1999), issu lui aussi du PDP, de la JEC et du journalisme catholique, qui publiera en 1973 un livre remarqué sur *Catholiques et socialistes* - en dernière minute, il ne pourra faire le déplacement dans la cité gaillarde[23]. Sans ressortir à la Gauche, ces intervenants adoptent des positions qui brouillent les oppositions usuelles entre la Droite et la Gauche. En dénonçant par exemple les agressions mussoliniennes et hitlériennes en Espagne, ils se démarquent de la droite conservatrice et de l'Église espagnole pro-franquiste et rejoignent des positions qui les situent à la gauche du catholicisme français[24].

Michelet franchit un palier supplémentaire en présidant l'échelon corrézien des Nouvelles Équipes Françaises (NEF) lancées par Francisque Gay à partir de l'association des amis de *L'Aube*. Elles rassemblent des mouvances de pensée très diverses, allant de toutes les nuances du courant des démocrates d'inspiration chrétienne jusqu'à des personnalités venues de la Gauche, comme le radical Pierre Cot (1895-1977) ou le député socialiste périgourdin Yvon Delbos (1885-1956), qui seront reçus à Brive. Michelet partage avec eux les analyses inquiètes de Francisque Gay, qu'il qualifiera plus tard de « Gay laboureur », en souvenir de cet effort pour rebattre les cartes de la réflexion politique[25]. L'ouverture du spectre politique, consi-

---

[21] AEM, 5 EM 19-24, lettre d'E. Michelet, août 1938.

[22] Edmond Michelet, déclaration publiée dans *La Croix de la Corrèze*, 24 mai 1937.

[23] J. Charbonnel, *Edmond Michelet*, *op. cit.*, pp. 36-40.

[24] Jean Prevotat, *Être chrétien en France au XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 61.

[25] Jean-Michel Cadiot, *Francisque Gay et les démocrates d'inspiration chrétienne 1885-1963*, Paris, Salvator, 2006, pp. 302-306.

dérable, renouvelle les pratiques du militantisme catholique. Michelet la justifiera par l'ampleur des dangers courus par la civilisation, qui placent les enjeux à la dimension de l'homme. Cette attitude n'est pas sans analogies avec les efforts déployés une décennie plus tôt par Marc Sangnier au service d'un apostolat de la paix qui se mue en sensibilisation de l'opinion publique à la menace hitlérienne[26].

Si on ne peut en inférer que Michelet se laisse gagner par ce que Georges Bidault appellera la « gauchite », on observe le tour personnel de sa réflexion, marquée par une réelle autonomie. Cette évolution favorise le rapprochement avec la Gauche dans les circonstances particulières de la Seconde Guerre Mondiale.

Edmond Michelet avec la Gauche

Quand la débâcle frappe le pays, Michelet sent vaciller tout un monde autour de lui. Désormais, sa priorité consiste à lutter contre l'envahisseur et à rassembler toutes les forces au service de cet objectif, y compris celles de la Gauche. D'exigence de circonstance, cette attitude se transforme en impératif dans l'expérience-limite de la déportation et en espérance au temps de la Libération.

L'exigence de l'unité dans l'adversité

Le poids des circonstances est supérieur à toutes les réflexions doctrinales et politiques qui avaient habité jusque-là Michelet. Sa rencontre avec la Gauche s'explique par le choc d'une double déstabilisation. Tout d'abord, celle de la signature du pacte germano-soviétique, qui désoriente les militants communistes habitués à stigmatiser la menace du fascisme et confrontés à un brutal revirement de la politique stalinienne. Ensuite, celle de la défaite de juin 1940 et du ralliement rapide de l'Église catholique au régime de Vichy, dans des conditions qui meurtrissent la sensibilité patriotique de Michelet. Il établira ultérieurement un parallèle entre ces deux formes de ce qu'il considère comme une « trahison » : « Il est une petite poignée de militants chrétiens qui se souviennent encore avec nostalgie du temps de la pire solitude. C'était le temps où leurs espoirs étaient traités d'insensés par les sages, le temps aussi des premiers contacts avec d'autres fous, les militants communistes, dont la solitude était identique à la leur[27] ». Malgré le prisme déformant de la reconstitution *a posteriori*, le texte observe un strict équilibre entre catholiques et communistes. Il insiste sur la marginalité des opposants déterminés à agir et sur leur isolement, en voyant dans ce confinement le ressort moral de l'action et la marque d'une juste cause. Ce mode de raisonnement fleure bon une certaine mystique péguyste.

---

[26] Institut Marc Sangnier, *Marc Sangnier, la guerre, la paix, 1914-1939*, actes de la journée d'études du 26 septembre 1997, Paris, Institut Marc Sangnier, 1999, 233 p.

[27] Edmond Michelet, « Les catholiques français sous l'Occupation », *Le Monde*, 8 décembre 1966, p. 12.

La formule fameuse de Péguy selon laquelle « celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend » illustre l'état d'esprit de Michelet qui, on le sait, s'inspire de Péguy pour rédiger dès juin 1940 un tract appelant la population briviste à résister[28]. Ce premier texte est suivi d'autres tracts que les militants communistes de Brive qui côtoyaient Michelet dans les Équipes Sociales n'hésitent pas à distribuer. Il dira plus tard : « la Résistance, c'est vrai, réunissait des éléments disparates, mais j'ai tout de même le sentiment que dans son ensemble, elle comportait un certain trait commun, qui s'appelait le patriotisme, banal, traditionnel, celui de Jaurès aussi bien que celui de Péguy[29] ». Dans son essai percutant sur Péguy contre Pétain, Jean Bastaire démontrera lui aussi, soixante plus tard, que tout un courant de résistance intellectuelle et spirituelle a circonscrit puis invalidé l'image d'un héritage péguyste devenu caution du régime de Vichy[30].

Michelet se convainc que l'union nationale est possible, par-delà les sensibilités politiques et les appareils. Dans ses souvenirs, il oppose le volontarisme des militants de base au suivisme des dirigeants corréziens, auxquels il reproche leur adhésion à Pétain... quitte à oublier au passage les positions d'un Marcel Champeix (1902-1994), qui compte au nombre des 80 opposants à l'attribution des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, en juillet 1940 à Vichy, ou d'un Henri Queuille qui s'est abstenu avec 15 autres élus lors de ce vote fatidique[31]. Il n'hésite pas à écrire, au risque de l'exagération et avec la facilité du rétrospectif : « j'aurais crié ''Vive le Front Populaire'' pour les rallier[32]. » Mais c'est la terrible épreuve de la déportation qui va réunir Michelet et les hommes de Gauche au creuset de la détresse, dans une expérience-limite.

L'expérience-limite de Dachau, ou l'abolition des frontières

Arrêté en février 1943, Michelet est envoyé à Dachau où il va vivre un calvaire qu'il décrira en des pages émouvantes et célèbres dans son récit de survivant, intitulé *Rue de la Liberté*. Affecté au groupe des désinfecteurs, il circule de block en block, muni d'un pinceau et d'un pot de crésyl, et côtoie de nombreux déportés.

Le récit de Michelet souligne la force des amitiés nouées avec des hommes de Gauche qui partagent la même infortune. Au fil de ses évocations, confirmées par d'autres textes de souvenirs, quelques noms reviennent, comme celui de l'avocat radical-socialiste Vincent Badie (1902-1989), député de l'Hérault et opposant de la première heure à Pétain. Michelet se souvient aussi de Georges Lapierre, militant laïc convaincu et

---

[28] Le texte exact est « en temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti ». Charles Péguy, *L'Argent*, suite, Paris, La Pléiade, 1992, p. 926.

[29] Edmond Michelet, *Démocratie française*, 27 mai 1965, n° 282, pp. 10-11.

[30] Jean Bastaire, *Péguy contre Pétain. L'appel du 17 juin*, Paris, éditions Salvator, 2000, passim.

[31] François de Tarr, *Henri Queuille en son temps*, Paris, Plon, 1995, pp. 299-300.

[32] Edmond Michelet, *La querelle de la fidélité. Peut-on être gaulliste aujourd'hui ?, op. cit*., p. 53.

secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs (SNI), et du député communiste Cyprien Quinet (1897-1944), ancien mineur et élu du Pas-de-Calais, qu'il qualifiera à tort de « déstabilisé par le pacte germano-soviétique[33] ».

La solidarité qui s'instaure entre ces hommes leur permet de survivre, malgré le caractère effroyable de leurs conditions de vie. Elle conduit des « militants communistes athées » à seconder un Michelet « ne pouvant aller partout à la fois » afin de « porter à des moribonds catholiques l'ultime consolation[34] ». Elle est confirmée à travers un épisode symbolique qui marque à jamais Michelet, atteint du typhus et relégué à l'infirmerie du camp. Pendant le temps de sa convalescence, Germain Auboiroux tient à le remplacer à la chapelle. Quelques années plus tard, Michelet fera écho à cette amitié d'exception en prononçant lors des obsèques de Germain Auboiroux, en avril 1947, un hommage pudique et émouvant : « tu fus pour nous à Dachau un de ces hommes trop rares dont on a dit qu'on se sentait meilleur rien qu'en pensant à eux[35] ».

Cet élan de solidarité se prolonge jusqu'à la libération du camp. Pendant cette nouvelle période délicate, Michelet bénéficie d'une aura largement reconnue qui lui vaut d'être désigné président du comité français du camp et à ce titre, membre du comité international des détenus[36]. Il parvient à maintenir un climat d'entente avec les communistes qui se réorganisent rapidement en faisant apparaître au grand jour, dès le 4 mai 1945, une cellule du Parti[37]. Se déclarant « revenu à la vie légale depuis l'heureux jour de notre libération », le groupe de militants demande très officiellement audience à Michelet pour évoquer avec lui les modalités de la vie quotidienne, en attendant le retour en France[38]. L'accord qui se dégage sur la manière de gérer la transition vers le rapatriement définitif satisfait les communistes, qui « remercient » le comité français de Dachau et l'assurent de leur « appui complet. » Dorénavant, une série de notes échangées entre Michelet et Nicot règlent les problèmes concrets de chaque jour[39]. C'est de concert que Michelet et Henri Neveu écrivent respectivement au ministre de la Guerre, Henri Frenay (1905-1988) et au commissaire à l'Air, Fernand Grenier

---

33 Edmond Michelet, *Rue de la liberté*, Paris, Le Seuil, 1955, pp. 198-199 et pp. 216-223 ; id., *Le gaullisme, passionnante aventure*, Paris, Fayard, 1962, p. 49 ; id., *La querelle de la fidélité, op. cit*., p. 35.

34 Joseph Rovan, *Contes de Dachau*, Paris, Julliard, 1987, p. 137 et Edmond Michelet, *Rue de la Liberté, op. cit.*, p. 203.

35 AEM, 3 EM 158, discours d'Edmond Michelet aux obsèques de G. Auboiroux, 7 février 1947. Je remercie Nicole Lemaitre qui m'a indiqué l'existence de ce texte important.

36 S.tanislav Zamecnik, *C'était ça, Dachau 1939-1945*. Paris, Le Cherche-midi, 2002, p. 420 et p. 435.

37 J. Rovan, *Contes de Dachau*, *op.cit.*, pp. 213-214.

38 AEM, 3 EM 50, lettre du PCF de Dachau au camarade Michelet, 4 mai 1945 et communiqué des communistes de Dachau, 5 mai 1945.

39 AEM, 3 EM 64, notes Michelet/Nicot couvrant le mois de mai 1945 et sans date.

(1901-1992), pour faire hâter l'évacuation des déportés[40]. Mais les communistes cultivent une certaine ambivalence en relayant parallèlement des actions revendicatives comme la signature d'une pétition des délégués des blocks critiquant le mode de distribution des vivres et des couvertures le 8 mai 1945[41]. Ces oscillations s'avèrent difficiles à interpréter. Faut-il y voir des hésitations des communistes de Dachau sur l'attitude à adopter ou bien la conséquence des tractations avec Michelet ? Ou bien encore y-a-t-il eu des tensions plus larges entre les rescapés de l'univers concentrationnaire ?

C'est peut-être pour se souvenir d'une fondamentale précarité humaine que Michelet a conservé dans ses archives relatives au temps de Dachau un tract anonyme sur lequel est écrit « Michelet dictateur[42]. » En même temps, il ne cesse de se référer au cours de sa vie politique ultérieure, au temps de la déportation, se gagnant une solide réputation d'homme du dialogue avec les communistes et partant, avec les représentants de toute la Gauche[43]. Il devient le président-fondateur des Amitiés de Dachau et s'implique dans plusieurs organisations du souvenir, en pratiquant un large oecuménisme politique. Il siège aux Amitiés de la Résistance, avec les socialistes Guy Mollet (1905-1975) et Marcel Champeix, au Comité d'action de la Résistance, où il retrouve d'autres hommes de Gauche, comme Daniel Mayer (1909-1993), Paul Boncour (1873-1972) et Henri Queuille. On le voit également au groupe Solidarité pour les orphelins de la Résistance, avec l'épouse du ministre socialiste Léo Lagrange. La liste des appartenances croisées et dédoublées pourrait s'allonger. Elles forment une nébuleuse complexe, démontrant en tout cas l'ouverture politique à laquelle prédispose l'expérience partagée de la guerre[44]. Elle nourrit chez Michelet l'espoir de voir se prolonger, dans la paix retrouvée, une atmosphère d'unité.

L'espérance d'une unité

Au lendemain de la guerre et du retour de Dachau, l'espérance de voir se prolonger la fraternité des camps est vive. Elle se nourrit de la double satisfaction, personnelle et politique, que Michelet éprouve lors de son retour en France. Les événements les dissipent très vite l'une et l'autre.

Au plan personnel, Michelet se montre particulièrement sensible aux salutations officielles du parti communiste qui l'accueillent à son arrivée à Brive, même s'il faut faire ici la part des convenances. « De toutes les marques de sympathie qui me sont venues de tous côtés à mon retour à

---

[40] AEM, 3 EM 64, lettre d'H. Neveu à F. Grenier, 8 mai 1945 et lettre d'E. Michelet à H. Frenay, 9 mai 1945.

[41] AEM, 3 EM 50, lettre du PCF de Dachau au camarade Michelet, 4 mai 1945, communiqué des communistes de Dachau, 5 mai 1945, pétition des délégués de blocks, 8 mai 1945.

[42] AEM, 3 EM 64, tract anonyme, sans date.

[43] Louis Terrenoire, *Edmond Michelet, mon ami*, Paris, Nouvelle Cité, 1992, p. 75.

[44] Olivier Lalieu, *La déportation fragmentée. Les anciens déportés parlent de politique, 1945-1980*, Paris, éditions de l'Histoire, 1999, 230 p, en attendant sa thèse de doctorat sur l'histoire du mouvement déporté, préparée sous la direction d'Annette Wieviorka.

Brive, celle de la section du Parti Communiste de notre chère cité m'a été très particulièrement au coeur. » Et de former un voeu qui reviendra comme un *leit-motiv* : « La besogne à faire en commun n'est pas encore finie, tant s'en faut, et c'est pourquoi, du moins je l'espère de tout mon coeur, nous nous retrouverons dans les mêmes chantiers pour réaliser ce programme qu'il me plaît de rappeler : une France libre, forte et heureuse[45] ».

Au plan politique, Michelet est aussitôt enrôlé dans l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), un petit parti animé par René Pleven (1901-1993) et François Mitterrand (1916-1996) qui rêvent de représenter l'ensemble de la Résistance non communiste. Il englobe un large éventail allant des socialistes et radicaux à une frange de la droite, au point d'intégrer des gaullistes comme Michel Debré (1912-1996) et Jacques Baumel (1918-2006), jusqu'à la fondation du RPF[46]. Mais c'est sous l'étiquette MRP qu'en octobre 1945, Michelet se présente aux élections de 1951 qui désignent une Assemblée constituante chargée de préparer une nouvelle constitution.

Michelet essuie alors des attaques violentes de la fédération départementale du Parti Communiste. Il se voit accusé dans les colonnes du journal communiste local, *Le Travailleur de la Corrèze*, d'être « un Monsieur » – c'est-à-dire un bourgeois –, un « admirateur de Dollfuss » (1892-1934) – l'ancien chancelier autrichien, pourtant assassiné par les nazis en 1934 – et d'avoir fait acquitter un chef du service d'ordre légionnaire – le SOL, ancêtre de la Milice de sinistre mémoire – alors jugé à Limoges. Sa réplique, très ferme, s'accompagne de propos encore conciliants : « je m'efforcerai encore de maintenir nos éventuelles polémiques sur un ton de cordiale camaraderie, celle qui nous animait les uns les autres pendant les heures dangereuses de la lutte clandestine, ces heures auxquelles il faut se reporter pour conserver entre résistants un climat d'union qui, me semble-t-il, est encore indispensable pour achever le travail commencé ensemble[47] ». Il est élu député, malgré la faible organisation des réseaux MRP en Corrèze[48]. Au mois de novembre, il est propulsé au gouvernement, avec le titre de ministre de la Défense, que le Général de Gaulle lui attribue pour contrebalancer le communiste Charles Tillon (1897-1993), affecté au portefeuille de l'Armement, et pour empêcher ainsi une main-mise communiste sur l'armée française.

Après le départ de de Gaulle en janvier 1946 et la formation du gouvernement Ramadier, le ton de Michelet change. Il s'oppose au maintien d'un ministre communiste aux Armées au motif que « laisser croire que le parti communiste est un parti comme les autres » relève de « l'hypocrisie. » Il reprend ce thème lors de l'élection d'une deuxième Assemblée constituante en juin 1946. La détérioration du climat politique l'atteint directement. Ainsi,

---

[45] AEM, 3 EM 73, lettre d'E. Michelet à la section du PCF de Brive, 18 juin 1945.

[46] Éric Duhamel, *L'UDSR ou la genèse de François Mitterrand,* Paris, éditions du CNRS, 2007.

[47] AEM, 4 EM 47, lettre d'E. Michelet au directeur du *Travailleur de la Corrèze*, 6 septembre 1945.

[48] Denis Faugeras, *La République corrézienne. Tome II : les temps troublés 1914-1946*, Washington-Londres-Berlin, éditions du CERPP, 2004, p. 303.

lors d'une réunion du MRP à Clermont-Ferrand, il est pris à partie par des communistes, lors d'un meeting qui tourne au pugilat. Évoqué par plusieurs journaux, l'épisode inspire des versions différentes : pour les uns, il y a eu bagarre entre Michelet et le député communiste Jean Curabet (1902-1967), pour d'autres, c'est une militante qui a giflé Michelet[49]. Quoi qu'il en soit, cet incident montre la violence des joutes électorales.

La discorde s'installe même au sein des déportés. Michelet en fait l'amère expérience, dans ses rapports contrastés avec d'autres associations du souvenir telles que la FNDIRP, dont les dirigeants sont proches des communistes. En remplissant son rôle de témoin de la mémoire, il recommande la lecture non seulement du *Journal* d'Anne Frank, mais encore des livres de l'écrivain et ancien déporté David Rousset (1912-1997)[50]. Or, celui-ci n'en finit pas de subir les foudres des anciens déportés de sensibilité communiste pour avoir suggéré l'existence d'analogies entre les camps nazis et ceux de l'URSS, alors au pinacle de son prestige moral[51]. Dans l'aspiration à l'unité, plusieurs éléments se complètent : la fidélité au souvenir des camps, mettant à égalité de souffrance des hommes de toutes conditions, le culte chrétien de l'amitié, la posture politique qui dispute cette composante du sentiment national aux communistes. La guerre froide met un terme définitif à l'idée d'union nationale, entraînant le retour aux formes ordinaires de la vie politique, qui tendent à dresser le gaulliste Edmond Michelet contre la Gauche.

Edmond Michelet contre la Gauche

C'est autour de la conception du gaullisme que se cristallisent les rapports toujours complexes de Michelet avec la Gauche. Face à celle-ci, qui marque sous la IV^{e} une hostilité amplifiée après la fondation de la V^{e} République, Michelet contribue à l'émergence du courant du gaullisme de gauche. Le scepticisme accueille d'emblée cette notion, réduite au rang d'objet de curiosité universitaire[52].

Un homme de droite hostile à la Gauche ?

Michelet ne manque pas de raisons pour manifester une hostilité à la Gauche en général et au communisme en particulier, alors que commence la Guerre Froide et que se raidit l'Église catholique.

Il reprend les thèmes classiques de l'anticommunisme, en public mais aussi dans sa correspondance privée, comme en témoignent les lettres

---

[49] AEM, 4 EM 470, dossier de presse : *L'Époque*, *Résistance*, *Paris-Matin, France Libre*, 4/5 mai 1946.

[50] Edmond Michelet, « Douze années passées », *France-Amérique, le journal français des États-Unis*, 28 avril 1957, n° 215.

[51] Serge Wolikow, *Les combats de la mémoire. La FNDIRP de 1945 à nos jours*, Paris, Le Cherche-Midi, 2006, pp. 102-103.

[52] AEM, 4 EM 1035, lettre de P. A. Wiltzer à E. Michelet, 02 février 1962, J.-F. Carrez et P.A. Wiltzer, *Le gaulllisme de gauche*, mémoire I.E.P. Paris, 1962 et Bernard Cahen, *Les Gaullistes de gauche, (mai 1958-août 1962)*, DES, faculté de droit de Paris, 1962.

passionnées de Roger Vidal, militant communiste et résistant briviste[53] : dénonciation du caractère totalitaire du régime soviétique et du culte de Staline, dénonciation de la main-mise de l'URSS sur l'Europe de l'Est, dénonciation de l'attitude du parti communiste, etc. Il accumule une documentation éclectique sur les démocraties populaires sous le joug soviétique, signe de l'importance qu'il attache à cette question. Toutefois, il récuse toute forme d'anticommunisme vulgaire et viscéral, dans une pirouette verbale très péguyste : « ce qui me dégoûterait de mon anti-communisme, ce sont les mobiles d'une bonne moitié des anti-communistes[54] ». En bon péguyste, il discerne une authenticité populaire chez les communistes, oblitérée par la logique du Parti. Seule une commune opposition passionnée au projet de communauté européenne de défense le rapproche brièvement des communistes.

Il ne trouve guère davantage de raisons de sympathiser avec les socialistes, avec lesquels il avait pourtant tenté de négocier un accord électoral en octobre 1945[55]. Il n'éprouve qu'aversion pour le président de la République Vincent Auriol (1884-1966). « Vu ce matin Auriol à l'Élysée. Quel abîme de sottise ! Vrai militant SFIO style 1912 », note Michelet dans son journal[56]. Il reproche aux socialistes leur suivisme vis-à-vis des communistes, leurs manœuvres politiciennes, leur laïcisme, leur archaïsme, et leur participation à un régime honni. Autant de mots qui servent de pierres pour ériger un mur d'incompréhension, malgré quelques brèches de sympathies personnelles. Michelet honore la mémoire du résistant socialiste Pierre Brossolette (1903-1944), devenu gaulliste convaincu. Il respecte Léon Blum (1872-1950), dont il appuie l'éphémère gouvernement de décembre 1946 à janvier 1947, et qu'il côtoie au sein du Mouvement Européen. Il est également l'ami de Robert Lacoste, le futur résident général du gouvernement en Algérie, qu'il qualifie de « gaulliste socialiste ». Ces exceptions font ressortir par contraste une défiance qui se teinte de dépit. Car Michelet espérait gagner certains socialistes à de Gaulle, y voyant pour chacun un « intérêt moral[57] ».

À ces déceptions s'ajoute la défection d'autres familles politiques à la charnière de la Gauche et de la Droite, qui auraient pu fournir au Général des appuis bienvenus. La rupture avec les Radicaux survient en Corrèze, lors des élections législatives de 1951. Michelet se met à la tête d'une liste exclusivement gaulliste, en renonçant cette fois-ci à tenter de convaincre Queuille

---

[53] AEM, 4 EM 508, lettres de R. Vidal à E. Michelet, 20 février 1951, du 22 mars 1951 et du 1er mai 1951.

[54] Edmond Michelet, *La querelle de la fidélité, op. cit*., p. 115 ; id., *Sur la fidélité en politique. Lettre à Monsieur l'abbé G*., La Jeune Parque, 1949, p 25.

[55] D. Faugeras, *La République corrézienne, op. cit*., p. 300.

[56] *Journal*, 25 juin 1950, in C. Michelet, *Mon père Edmond Michelet*, Paris, Plon, 1971, p. 211.

[57] *Ibid.*, pp. 180-181.

de l'opportunité d'une entente, comme il s'y est essayé vainement en 1946[58]. Après une campagne électorale très dure et fertile en coups bas, et malgré le soutien de de Gaulle, qui s'est déplacé à Brive, le verdict des urnes se solde par un échec cinglant. Avec près de 54 000 voix chacun, Queuille et les communistes font jeu égal, loin devant Michelet, à la peine avec 19 000 suffrages[59]. Le Neuvicois emporte la victoire finale grâce au renfort de 5 000 électeurs « indépendants », par le jeu de la loi électorale des apparentements. Michelet n'en livre pas moins un commentaire stupéfiant qui conclut à... l'échec de Queuille, talonné par les communistes : « nous constatons que l'opération dite de coalition échafaudée par le président Henri Queuille sur les conseils d'apprentis-sorciers ou plutôt de jeunes marmitons aussi inexpérimentés que prétentieux a complètement échoué. On reste confondu du spectacle de cette fausse manœuvre d'un homme qui ne passe pas précisément pour malhabile en la matière[60] ». La défaite de Michelet met un terme à son engagement politique en Corrèze où il ne se représentera plus. En revanche, elle n'entame pas la qualité de ses relations personnelles avec des Radicaux-Socialistes de premier plan : Edouard Herriot (1872-1957), crédité, malgré les imprécations de de Gaulle, d'un « rayonnement », d'un « certain charme », ou Pierre Mendès-France (1907-1982), qui lui confie la tête de la délégation française à l'ONU et organise avec lui des colloques de réflexion politique[61]. Ces contacts atténuent les effets d'une autre rupture ressentie encore plus durement avec le MRP.

Sans être un parti de Gauche, le MRP, qui se réclame de la doctrine sociale de l'Église, s'associe à des coalitions gouvernementales de Gauche, au temps du GPRF puis dans les gouvernements de la Troisième Force au début de la IV^e^ République. Ce parti revêt toutes les caractéristiques d'un parti démocrate-chrétien. Mais comme l'ont noté ses historiens, ses dirigeants sont plus à gauche que ses électeurs. Cette ambivalence ne gêne pas Michelet ; elle conforte ses projets. Il se sent à l'aise au MRP, dont il est adhérent, même s'il déplore son soutien à la IV^e^ République[62]. Il ne désespère pas d'en rallier certains membres au RPF gaulliste. À cet effet, il compte sur la possibilité d'une « double appartenance » sur le modèle de l'inter-groupe parlementaire organisé par Jacques Vendroux (1897-1988), beau-frère de de Gaulle et député du Pas-de-Calais. Cette tentative fait long feu. Au lendemain des élections municipales d'octobre 1947, très favorables au RPF, elle fournit aux dirigeants du MRP un prétexte pour exclure Michelet,

---

58 F. de Tarr, *Henri Queuille en son temps*, *op. cit.,* p. 656. Il n'existe cependant aucune trace de correspondance directe entre les deux hommes.

59 AEM, 4 EM 507, « Triomphal accueil du Limousin à de Gaulle », *Le Courrier*, 1^er^ juin 1951, p. 1.

60 Edmond Michelet, « Le scrutin d'hier », *Brive infos*, 19 juin 1951, n° 2048, p. 1.

61 Journal, dans C. Michelet, *Mon père Edmond Michelet*, *op.cit*., p. 225.

62 Dominique Borne, « Edmond Michelet et le MRP », dans *Edmond Michelet, homme d'État, colloque du centenaire de la naissance d'Edmond Michelet 1899-1999*, Fraternité Edmond-Michelet, Brive, 2000, pp. 233-238.

accusé comme les gaullistes, de favoriser la droite, voire l'extrême-droite[63]. Aux élections de 1951, qui sont décidément pour Michelet celles de tous les dangers, les MRP le poursuivent de leur vindicte. Dans un tract, le bâtonnier Henri Reynal, président de la section corrézienne du MRP, et les anciens colistiers de Michelet à l'Assemblée Constituante de mai 1946 « constatent avec peine que celui-ci, quoi qu'il en dise maintenant, n'est plus MRP ni d'appartenance ni de coeur ni d'esprit et que son attitude à plusieurs reprises les a déçus[64] ». Cette déclaration est le coup de grâce pour Michelet dont la surface électorale se réduit à néant. L'épisode finit d'affermir définitivement la défiance de Michelet envers la Gauche, y compris envers la mouvance des chrétiens progressistes.

Michelet éprouve une certaine méfiance envers ce courant protéiforme, malaisé à définir, et divisé. La typologie d'Yvon Tranvouez différencie trois courants : les héritiers de la démocratie-chrétienne, les progressistes tentés par l'extrême-gauche, réunis dans l'hebdomadaire *La Quinzaine*, les tenants d'une nouvelle Gauche anti-capitaliste, anti-colonialiste et anti-communiste, avec *Esprit* ou *Témoignage Chrétien*[65]. À l'instar de ces derniers, Michelet désapprouve le soutien de certains catholiques à l'appel de Stockholm contre la bombe atomique. Cet engagement lui paraît symptomatique d'une instrumentalisation politique du catholicisme analogue au maurrassisme d'avant 1926, mais dans un sens inverse. Contre des « prémices doctrinales inadmissibles pour un chrétien », il énonce un verdict sans appel dans sa *Lettre à un jeune chrétien progressiste*. Il s'érige en contempteur d'un raisonnement qui fait du pacifisme le subreptice allié d'une politique soviétique pourtant menaçante. Il se montrera aussi véhément pour stigmatiser la séduction maoïste qui gagne certains intellectuels catholiques[66]. La quintessence de sa pensée est formulée dans un manifeste co-signé avec plusieurs intellectuels venus essentiellement de la droite, sous le titre *Forcer l'impossible. Déclaration de quelques chrétiens*. Le texte renvoie dos à dos les matérialismes du capitalisme et du marxisme et considère que la résolution de la question sociale induit l'abolition du salariat. Dans le même mouvement, Michelet met en avant la défense d'une vision chrétienne de la liberté, de la justice et de la paix[67].

Cette fermeté ne l'empêche pas de rendre un hommage funèbre vibrant à une référence majeure du progressisme chrétien, le philosophe Emmanuel

---

63 Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition 1946-1958,* Paris, Fayard, 1983, pp.98-102 et Pierre Letamendia, *Le MRP, Histoire d'un grand parti français*, Paris, Beauchesne, 1995, pp. 99-100 et p. 308.

64 AEM, 4 EM 507, dossier de presse, élections 1951.

65 Yvon Tranvouez, *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien (1950-1955)*, Paris, Cerf, 2000, pp. 17-18. et Jean-Claude Delbreil, « The French catholic left and the political parties », dans E. Gerard et G.R. Horn*, Left catholicism. Catholics and society in Western Europe at the point of Liberation 1943-1955*, Louvain, presses de l'université de Louvain, 2001, pp. 45-63.

66 Edmond Michelet, « Les catacombophiles », *Carrefour,* 16 janvier 1952.

67 Edmond Michelet et alii, *Forcer l'impossible. Déclaration de quelques chrétiens*. Paris, éditions Sources, 8 novembre 1951.

Mounier (1905-1950). Michelet le dédouane de toute complaisance envers le communisme, au nom d'une « liberté d'enfants de Dieu », formule englobant l'aptitude à la sympathie et le sens de la distance.[68] Au creuset des sympathies personnelles, s'établissent des convergences de fond sur quelques enjeux. Il y a tout d'abord la fidélité à une certaine exigence éthique, qui amène Michelet à participer à la création du Comité France-Maghreb en juin 1953, ouvert à toutes les sensibilités, hormis les communistes et comptant des hommes de Gauche comme François Mitterrand (1916-1996) ou Alain Savary (1918-1988). Elle s'exprime dans une opposition catégorique à la torture en Algérie, dont l'opinion commence à découvrir l'existence, et contre laquelle l'ancien déporté Michelet s'élève dans un livre-manifeste intitulé *Contre la guerre civile.* Toutefois, il ne manque pas de pondérer les accents de l'opuscule *Contre la torture* rédigé par Pierre-Henri Simon (1903-1972), philosophe chrétien et ancien maurrassien passé par les Équipes Sociales[69].

Enfin, dans cette lignée, une certaine sensibilité pré-tiers-mondiste rapproche les chrétiens progressistes et Michelet, lorsqu'il est porté à la présidence de l'*International Council for Christian Leadership* (ICCL), activité sur laquelle Jean Charbonnel insiste à juste raison[70]. Il s'intéresse de près à l'Amérique latine, où commencent à éclore les prodromes de la future théologie de la libération, sur fond de misère croissante, de modernisation économique à marche forcée et de tensions politiques[71]. Sans adhérer en rien à des mouvances révolutionnaires qui adaptent la vulgate marxiste à l'Amérique latine, Michelet perçoit les interrogations des chrétiens, confrontés à une nouvelle problématique de l'humanitaire international[72]. Ces points d'accord paradoxaux nuancent ainsi l'opposition qui s'établit entre Michelet et la Gauche autour de la question du gaullisme et du ralliement au Général. Le retour de celui-ci au pouvoir et le début de la V^{e} République confirment l'opposition entre Michelet et la Gauche.

Gaullisme de gouvernement et opposition politique à la Gauche

Partisan et acteur du retour de de Gaulle aux affaires, à la manœuvre en coulisse lors de la crise de mai 1958, Michelet accède au devant de la scène[73]. Sur plusieurs sujets sensibles, le clivage avec la Gauche devient

---

[68] Edmond Michelet, *La Vie corrézienne*, 9 avril 1950, cité par J. Charbonnel, *Edmond Michelet*, *op. cit.*, p. 231.

[69] Edmond Michelet, *Contre la guerre civile,* Paris, Plon, 1957, 105 p. et P.H. Simon, *Contre la torture*, Paris, Le Seuil 1957, 124 p.

[70] J. Charbonnel, *Edmond Michelet*, *op. cit.*, pp. 98-101.

[71] AEM, 5 EM 81-90. A titre d'exemple, rapport confidentiel de J. et H. Goss-Mayr sur le Brésil, septembre 1961.

[72] François Mabille, « L'action humanitaire comme registre d'intervention de l'Église catholique sur la scène internationale. L'exemple du CCFD », *Genèses*, septembre 2002, n°48, pp. 30-51.

[73] René Rémond, *1958, le retour de de Gaulle au pouvoir,* Bruxelles, Complexe, 1983, réédition 1998, pp.7-15 et S. Berstein, *Histoire du gaullisme,* Paris, Perrin, 2002, p.188.

total, Michelet s'affirmant comme un gaulliste de gouvernement contre l'opposition de Gauche. Cependant, le dissensus institutionnel est tempéré par des comportements individuels plus complexes, d'autant que, comme l'a montré Olivier Duhamel dans sa célèbre thèse, la V^e^ République est devenue elle-même en partie grâce à la Gauche[74]. Michelet conserve sa singularité au fil de ses responsabilités ministérielles.

La nature du nouveau régime dessine une première ligne de clivage. Malgré son ardeur à minimiser son rôle dans ce que l'historiographie nomme un « coup d'état républicain », Michelet est concerné par la critique de la Gauche contre la nouvelle République, dont les institutions trouvent le cadre définitif en octobre-novembre 1962, après le référendum sur l'élection du chef de l'État au suffrage universel[75]. Après l'échec des partis de Gauche aux législatives de novembre 1962, le rédacteur en chef d'*Esprit*, Jean-Marie Domenach (1922-1997), se montre amer auprès de Michelet : « le régime de de Gaulle est aussi celui de Maurice Papon et de Jean Nocher. Chaque fois que la Gauche a soutenu de Gaulle, elle a reçu des coups sur la tête, au propre et au figuré[76] ».

Cette critique s'estompe cependant car Michelet obtient une certaine neutralité de ses adversaires sur un terrain autrement sensible, celui de la guerre d'Algérie. Nommé ministre de la Justice en 1959, il occupe un poste difficile entre tous, où la question de la torture se surajoute à celle de la sortie du conflit. Garde des Sceaux, il demeure passablement démuni face à la justice militaire, qui ne relève pas de sa compétence. Surtout, il est plus exécutant qu'acteur d'une politique dont les impulsions majeures appartiennent au Général de Gaulle[77]. Mais la question de son attitude vis-à-vis du procureur Antonin Besson au moment du procès de deux des généraux putschistes d'avril 1961, Maurice Challe (1905-1979) et André Zeller (1898-1979), continue à faire débat : le Garde des Sceaux a-t-il exercé des pressions pour que le ministère public requière la peine de mort contre les prévenus ? Dans l'affirmative, serait-ce de son propre chef ou sur ordre de l'Elysée ? En démissionnant de son poste le 24 août 1961, Michelet ne se dessaisit pas pour autant des affaires algériennes : deux ans plus tard, en juin 1963, il prend la tête de l'association France-Algérie, mise sur pied pour maintenir un dialogue avec le nouvel État. Plusieurs personnalités de Gauche s'impliquent dans cette entreprise. Et paradoxe supplémentaire, les activités de l'association conduisent Michelet à faire l'éloge d'un gouvernement algérien qui se réclame quant à lui d'une certaine forme de socialisme ! Cette dimension de son activité demeure empreinte d'une certaine discrétion,

---

[74] Olivier Duhamel, *La Gauche et la V^e^ Républiqu*e, Paris, PUF, 1980, p. 145 et p. 369.

[75] Odile Rudelle, « La gauche, les institutions et le gaullisme, » dans *Histoire des Gauches tome 2 le XX^e^ siècle,* Paris, La Découverte, 2005, pp.507-523.

[76] AEM, 6 EM 101, lettre de J.M. Domenach à E. Michelet, 27 octobre 1962.

[77] Raphaëlle Branche, La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962, Gallimard, 2001, pp. 391-392.

Michelet se trouvant astreint par son statut de membre du Conseil constitutionnel, à une certaine réserve.

Lorsqu'il reprend pied dans la vie politique en mars 1967, après son élection comme député du Finistère, l'affaire algérienne appartient au passé. De retour au gouvernement avec le titre de ministre des Anciens Combattants puis de la Fonction Publique, il occupe des postes plus techniques. Il s'expose à des critiques sur le montant des pensions et des salaires qui relèvent du jeu parlementaire classique entre majorité et minorité[78]. La densité politique de ces échanges effleure seulement le débat sur la croissance économique et sur les revenus de la classe ouvrière porté par une partie de la Gauche et de l'extrême-gauche[79]. Michelet n'est pas une cible privilégiée de l'opposition de Gauche. *A contrario*, lui-même ne cherche pas à tout prix l'affrontement, comme le montre son attitude pendant la crise de Mai 68.

Il adopte alors une position nuancée qui détonne au sein du gouvernement. Il accepte de recevoir une délégation de syndicalistes afin de mesurer leur état d'esprit et d'entendre leurs revendications[80]. À en croire les notes d'Alain Peyrefitte, il exhorte le Général de Gaulle à « y aller mollo (*sic*) avec les étudiants[81] ». Il s'abstient même de se rendre à la manifestation gaulliste du 30 Mai 1968, afin de ne pas donner le sentiment de participer à la célébration d'une victoire sur la jeunesse. Mais après la secousse, il renoue avec un certain autoritarisme et s'en prend avec véhémence à l'épiscopat accusé de complaisance envers les mouvements de jeunesse révolutionnaire. Dans un texte publié par *Carrefour*, Michelet apostrophe sans ménagement les évêques. Une phrase mise en exergue avant le titre résume l'ensemble de l'interpellation : « allez-vous vous rallier au totalitarisme qui prétend, comme l'autre, répondre par la violence et la haine au problème posé par ce qu'il appelle la lutte des classes[82] ? » Par-delà les outrances polémiques qui ponctuent son propos, Michelet préserve la cohérence de sa position. Elle consiste à refuser la lutte des classes en la dépassant par une ouverture symétrique aux différents protagonistes du jeu social. Cette vision novatrice dans les années 1930 l'avait conduit à prendre en sympathie des idées véhiculées par la Gauche ; elle paraît plus théorique voire plus décalée dans les années 1960, synonymes de montée des revendications sociales dans une société de plus en plus industrialisée. Michelet se place moins sur le terrain de la politique que sur celui des valeurs humanistes.

---

78 Serge Wolikow, Les combats de la mémoire, op. cit., p.128.

79 Serge, Mallet, *Le gaullisme et la gauche*, Paris, Seuil, 1965, passim.

80 AEM, 4 EM 736, note du 22 mai 1968.

81 Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, tome III* « *le monde a besoin d'une France qui marche* », Paris, de Fallois-Fayard, 2000, p. 537.

82 Edmond Michelet, « Rude épreuve », *Carrefour,* 19 mars 1969, p.1 et Audrey Virot, « La réception du concile Vatican II dans l'Église de France selon Edmond Michelet », dans N. Lemaitre éd., *Edmond Michelet,* o*p. cit.*, pp. 205-228.

Il retrouve celles-ci comme ministre des Affaires culturelles, lorsqu'il succède à André Malraux en juin 1969, dans le gouvernement Chaban-Delmas nommé par Georges Pompidou au lendemain de son élection à la présidence de la République. La charge est lourde pour cet homme déjà malade qui assure la relève d'un prédécesseur prestigieux, au lendemain des événements de Mai 68, et ne dispose que d'infimes moyens budgétaires. Il en tire argument pour défendre une vision du « théâtre pauvre » qui n'est pas nécessairement le « théâtre du pauvre. » Cette déclaration maladroite, pétrie de souvenirs d'un théâtre de jeunesse chrétienne aux moyens réduits, a été interprétée comme une justification abusive du manque de crédits et à ce titre, mal reçue. Elle a été également mal comprise, car elle vient en écho des engagements de jeunesse de Michelet dans les mouvements d'action catholique et aux Équipes Sociales, où l'on développait volontiers la conception d'un théâtre chrétien à proportion de son dénuement.

La politique du ministre se caractérise donc par une certaine ambivalence, entre une volonté d'ouverture et une conception traditionnelle et patrimoniale de la culture, qui illustre la rémanence d'une vision médiatrice de la culture comme passeur entre les différentes classes sociales. Michelet tente d'être à la fois le ministre qui soutient l'essor des Maisons des Jeunes et de la Culture et celui qui organise l'année Saint-Louis pour commémorer le septième centenaire de la mort de ce roi canonisé par l'Église en 1297. Pour son ami et directeur de cabinet, l'universitaire Roger Dumaine, que Michelet a connu aux Équipes, il n'y a pas juxtaposition mais plutôt continuité des démarches[83].

Gaullisme et gaullisme de gauche

Pour Michelet, être « gaulliste intégral » consiste à intégrer une certaine sensibilité de Gauche. Il contribue ainsi à l'émergence d'une mouvance que les historiens ont identifié comme un « gaullisme de Gauche. » Ce courant né à l'époque du RPF se prolonge avec la formation de l'éphémère Union Démocratique du Travail (UDT), qui édite un journal, *Notre République*, dans lequel Michelet écrit. Se référant au discours d'Oxford prononcé par de Gaulle le 25 novembre 1941, en lequel certains ont voulu voir une charte sociale du gaullisme, Michelet défend les thèmes qui tiennent à coeur au Général : l'association entre capital et travail, la notion de participation, impliquant une certaine forme de co-gestion dans l'entreprise, l'intéressement, entendu comme une rémunération proportionnelle au rendement global de l'entreprise. Ces idées ouvrent la voie à une sortie de ce que Patrick Guiol a appelé « l'impasse sociale du gaullisme », pris, au temps du RPF, entre l'enclume des industriels et le marteau de son électorat ouvrier[84].

---

[83] Roger Dumaine, « Edmond Michelet, ministre des Affaires culturelles », dans *Edmond Michelet, homme d'État*, *op. cit.*, pp. 195-203.

[84] Patrick Guiol, *L'impasse sociale du gaullisme. Le RPF et l'Action Ouvrière*, Paris, PFNSP, 1980, p. 300.

Elles ont inspiré les ordonnances de 1967 sur la participation et, dans une certaine mesure, le référendum de 1969[85].

Michelet se reconnaît dans cette ligne que certains de ses amis approuvent aussi, à commencer par un trio célèbre : Louis Terrenoire (1908-1992), Louis Vallon (1901-1981) et René Capitant (1901-1970), qui présentent de brillants états de services. Le premier compte parmi les plus proches amis de Michelet. Syndicaliste chrétien, secrétaire du Conseil National de la Résistance, il siège, comme Michelet au Parlement, en tant que député de l'Oise, et au gouvernement de Michel Debré. Le second, ancien de Polytechnique, appartient pendant la guerre au réseau de la confrérie Notre-Dame puis aux services secrets gaullistes du BCRA, avant de faire en 1944 la campagne de France dans une unité parachutiste. Il devient député de la Seine et retrouve à l'Assemblée Nationale son ami René Capitant. Ce juriste, professeur de droit à la faculté de Strasbourg puis à Clermont-Ferrand, se signale dans la Résistance comme l'un des fondateurs du mouvement Combat. Membre du CFLN et du GPRF, il est élu député de Paris.

À ce noyau s'ajoutent d'autres noms, cités par Michelet dans *Querelle de la Fidélité* : les ministres Philippe Dechartre (né en 1919) - qui tente d'enrôler Michelet à la Fédération des mouvements de la gauche gaulliste- et Léo Hamon (1908-1993)[86]. Les diplomates et parlementaires Gibert Grandval (1904-1981) et Jean de Lipkowski (1920-1997), éphémères ministres de la V^{e} République, sans oublier un autre ancien de la France Libre, Yvon Morandat (1913-1972), sont eux aussi mentionnés. Michelet n'hésite pas à écrire que « tous ont les sentiments et les aspirations de ce qu'il faut appeler la Gauche[87] ». Cette qualification un peu hâtive distingue ce petit groupe du reste de la majorité gaulliste par l'affirmation d'une sensibilité sociale.

Michelet retrouve ces personnes dans divers cénacles. Ainsi, le Comité de la Réforme républicaine, animé par Philippe Dechartre, réfléchit aux conditions d'un dialogue social en rêvant de voir les syndicats dégagés de leur « imprégnation marxiste », terme commode qui trahit un certain conservatisme. Ce milieu mal connu, à l'audience restreinte, n'échappe pas au soupçon de vassalisation, car l'UNR a réussi en 1966 à absorber la petite UDT. Michelet défend obstinément la stature sociale du gaullisme, ferraillant contre un essai biographique à charge de Jean Lacouture sur de Gaulle : « dernier homme de l'âge pré-marxiste ou premier homme de l'ère post-marxiste ? » interroge-t-il, narquois, en rappelant les « trois césariennes » que sont l'industrialisation, la décolonisation et « la fin de ce que Marx appellait l'aliénation, l'exploitation de l'homme par l'homme. » La rudesse

---

85 Yves Billiard, dans Jean-Jacques Becker, *Histoire des Gauches tome 2 le XX^{e} siècle,* Paris, La Découverte, 2005, pp.190-196.

86 AEM, 4 EM 1035, lettre de Ph. Dechartre, 14 avril 1970.

87 E. Michelet, *La querelle de la fidélité, op. cit.*, p. 125.

des images et le ton péremptoire dévoilent l'état d'esprit de Michelet face à la Gauche, à laquelle il est prêt à disputer le sens du social[88]. Au quotidien, il fait figure de point de contact, débordant les cercles stricts du gaullisme social pour organiser des rencontres entre Jean-Marie Domenach et le Général de Gaulle ou entre le jeune Philippe de Saint-Robert et le président Pompidou[89].

Mais lorsque le gaullisme de gauche tourne à l'opposition ouverte contre Pompidou, Michelet prend ses distances. Il ne se reconnaît pas dans les diatribes de Louis Vallon dans son pamphlet contre le successeur du Général, *L'anti-de Gaulle*[90]. Consacrant toute la dernière partie de *Querelle de la fidélité* à une défense inconditionnelle du chef de l'État, Michelet n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser le « pur manichéisme marxiste » qui, selon lui, *caractérise le diagnostic de Louis Vallon sur la société française de Louis Vallon*. Il va jusqu'à accuser ce dernier de « déraisonner littéralement » quand il critique les conditions de la dévaluation opérée en 1969 ; il le rend même responsable de la faible réceptivité de l'électorat à l'idée de participation. Cet éreintement marque une véritable rupture, mettant un terme à une relation contrastée, faite de désaccords vifs et de réconciliations hâtives[91]. Certes, il convient de relativiser les excès de ce texte inachevé, composé à la hâte par un Michelet à bout de forces, aigri par la maladie. Il n'aura pas eu le temps de procéder à d'ultimes révisions et l'ouvrage paraîtra à titre posthume. Mais le fond du propos ne trompe pas ; il illustre le raidissement général des gaullistes au lendemain de Mai 68 contre toute position de Gauche débouchant sur une critique directe du pouvoir et la fidélité à un catholicisme intransigeant qui n'entend pas se dissoudre dans une forme chrétienne de socialisme.

Les limites entre le gaullisme et la Gauche n'en apparaissent que plus clairement ; Michelet finit par admettre leur irréductibilité : « la gauche, enfin, ce qu'on appelle la gauche, d'une manière trop sommaire, est devenue pratiquement impuissante (...) parce que la gauche authentique s'est coupée du parti communiste. De son côté (...) le marxisme n'apporte plus de solution[92]. » Il *sourd dans ces* phrases un peu de nostalgie, dont on détecte encore la trace dans son célèbre et pathétique adieu à François Mauriac, décédé en septembre 1970. Dans cet ultime discours, Michelet fait aussi des adieux à sa propre vie, où ne l'a jamais quitté une certaine exigence morale capable de transcender les clivages politiques.

---

88 AEM, 6 EM 145-151, E. Michelet, « 3è césarienne ? » tapuscrit sans date.

89 AEM, 6 EM 101, lettre de J.M. Domenach, 19 février 1968 et lettre d'E. Michelet à J.M. Domenach, 15 mai 1970.

90 Louis Vallon, *L'anti-de Gaulle*, Paris, Le Seuil, 1969, 121 p.

91 AEM. 4 EM 495, Lettre de Louis Vallon, 15 juin 1953 et 4 EM 1035, lettre de Louis Vallon, 11 janvier 1962.

92 E. Michelet, La querelle de la fidélité, op. cit., p.148.

Ancienne mais contrastée, la relation d'Edmond Michelet avec la Gauche échappe aux stéréotypes des oppositions hâtives. La question l'a préoccupé toute sa vie durant, si l'on en juge par la multiplicité des textes dans lesquels il l'aborde. Elle part d'une quadruple problématique : religieuse, sur fond de catholicisme social, intellectuelle, donc teintée de péguysme, politique, dans une carrière qui va de l'Action Française au gaullisme, morale, dominée par l'expérience-limite de Dachau. Michelet glisse d'une approche théorique à une approche plus pratique, au prisme de l'engagement dans la Cité. D'une certaine manière, la Gauche a été nécessaire à Michelet, pour affermir son gaullisme intégral et son catholicisme qui ne l'est pas moins. Ce rapport complexe a eu pour Michelet une triple incidence. Il a contribué à son acculturation politique républicaine et démocratique : cela ne va pas de soi chez un homme qui a baigné, durant une partie de sa jeunesse dans le nationalisme d'Action Française et qui appartient à une Église catholique ralliée sur le tard à la République, après la guerre de 1914-1918. Michelet fait d'ailleurs l'aveu implicite de cette évolution en se reconnaissant comme moins démocrate qu'un Capitant ou qu'un Vallon[93]. Ensuite, la Gauche aide Michelet à affermir son gaullisme de rassemblement, qui contient aussi un appel à la justice sociale. Le social est le point de jonction parfois oublié du national et du catholique, dans l'exigence de solidarité entre tous les membres d'une nation, dont aucun ne saurait être laissé au bord du chemin. Enfin, la relation de Michelet avec la Gauche contribue à renouveler sa réflexion sur l'homme, dans son individualité et par rapport à tous les pouvoirs, y compris celui de l'Église. L'autonomie de la conscience chrétienne n'est pas l'apanage des seuls intellectuels ; elle se manifeste dans une pratique qui met en œuvre la subtile distinction de Jacques Maritain sur l'agir en chrétien et l'agir en tant que chrétien.

[93] *Ibid.*, p.59.

Encyclo

Revue de l'école doctorale ED 382

Etienne TASSIN
Éditorial

POUVOIRS

Manuel CERVERA-MARZAL
Le pouvoir des sans pouvoir

Diego PAREDES GOICOCHEA
Innovation et fondation

FIGURES

Émilie BALLON
L'affaire de la calandre de Tours (XVIII^{e}-XIX^{e} siècles)

Élodie JAUNEAU
Les femmes dans l'armée française pendant les guerres (XIX^{e}-XX^{e} siècles)

DISCOURS

Carolina MARTINEZ
André Thevet et Jean de Léry

Anders FJELD
De l'utopie marxienne comme trace de vérité à la dévictimisation du prolétariat chez Rancière

Pascal BOUSSEYROUX
Edmond Michelet et la gauche

RÉSUMÉ DE THÈSE

Isabelle BRETTHAUER
Des hommes, des écrits, des pratiques, systèmes de production et marchés de l'acte écrit aux confins de la Normandie et du Maine à la fin du Moyen Âge (2011)

9782744201783

ISBN : 978-2-7442-0178-3
Prix TTC 15 €